



Montreuil, le 7 novembre 2024

Face à la liquidation de la fonction publique et de ses agent.es, la CGT appelle à la mobilisation

Le ministre Guillaume Kasbarian a reçu ce jour l'ensemble des organisations syndicales représentatives des personnels de la Fonction publique suite à leur demande.

La CGT Fonction publique a posé en préalable à l'ouverture de la discussion :

- L'abandon du projet de loi dit « Guerini » constitutif d'une entreprise de liquidation du statut général des fonctionnaires qui, rappelons-le, travaillent pour l'ensemble des citoyen.nes et des usager.es,
- L'abandon des amendements au titre de la Loi de finances s'agissant des trois jours de carence et d'une diminution de la prise en charge de 100 % à 90 % de la rémunération versée aux agent.es publics quand ils sont malades.

Assumant totalement la purge budgétaire infligée aux versants - État, territoriale, hospitalière – de la fonction publique, le ministre a refusé d'accéder aux demandes de la CGT.

Quand bien même il a tenté de proposer des processus de discussion sur des enjeux clés de type droit au logement des agents publics et autres... il n'a pas pu répondre à l'exigence de la CGT quant à l'engagement budgétaire qui pourrait être le sien pour financer les différentes mesures.

À l'issue de cette réunion, la CGT Fonction publique constate que les fondamentaux de la politique mise en œuvre par Macron et ses gouvernements successifs sont confirmés : plus d'austérité budgétaire, moins de politiques publiques, moins de services publics, dégradation organisée des conditions de vie et de travail des agents.

Le ministre aura aussi confirmé une année blanche au titre des salaires pour 2024 mais aussi la suppression de la GIPA.

Dans un tel contexte, la CGT Fonction publique en appelle aux agents et agentes afin qu'ils et elles se mobilisent pour imposer d'autres choix. C'est dans ce sens qu'elle proposera, lors de la prochaine rencontre des organisations syndicales de la Fonction publique, le 12 novembre, de construire une première journée de mobilisation sous la forme de la grève et de manifestations, dans l'unité la plus large.